Le Gueuloir N° 2

Novembre 2018 - Le journal des gueulard·e·s stéphanois·e·s qui rue dans les brancards

COUCOU C'EST RE-NOUS !

Et voilà après des vacances et une rentrée bien agitée, les gueulard·e·s sont de retour avec un nouveau numéro ! Cette fois-ci pas de tribune collective, juste un petit texte de mise en bouche. Pas facile en effet de prendre position contre un sujet en particulier, alors qu'il y en a tellement contre lesquels gueuler !

Après avoir vu la mobilisation étudiante et lycéenne se faire violemment réprimer, le mouvement des cheminots couler, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes se faire raser et les zadistes se faire brutalement expulser, l'actualité médiatique a succombé pendant un moment aux sirènes de la Coupe du Monde. D'un seul coup, les Français·e·s se sont retrouvé·e·s à vibrer au rythme des coups de sifflets, oubliant toute la colère qu'il·elle·s avaient accumulé et les images d'affrontements qui avaient agité le fil d'actualité pendant plusieurs semaines. À côté de ça, la mort d'Aboubakar et l'embrasement des banlieues de Nantes qui s'en est suivi, sont presque passées inaperçues !

On n'a pas non plus beaucoup parlé de l'adoption fin juillet de la loi Asile et Immigration. Cette loi, pourtant présentée par de nombreuses associations comme étant le « code de la honte », est passée comme une lettre à la poste ! Cette loi amène pèle mêle : un allongement de la durée de la rétention administrative, la systématisation des mesures de bannissement, la multiplication de mesures de surveillance à l'encontre des personnes étrangères et le fichage des mineurs isolés. La fermeture des frontières en avant toute !

La seule actualité qui a vraiment réussi à survivre pendant les vacances est celle de la réforme du Bac. Les médias se sont en effet délectés à suivre les efforts de Madame Vidal pour rattraper la catastrophe Parcoursup. Dommage pour elle, ceux-ci n'ont pas suffi...

La grogne a repris dès la rentrée. Le mouvement loin d'être mort, est reparti de plus belle ! Les lycéens, après avoir essuyé le raz de marée de Parcoursup, se sont remis à bloquer leurs lycées. Les étudiants, plus inquiets que jamais pour l'avenir des universités et de l'enseignement en général, ont repris les AG et les occupations. Les retraités ont eux aussi repris le chemin de la mobilisation aux côtés des salariés, protestant toujours aussi énergiquement contre la hausse de la CSG et la société à l'américaine que cherche progressivement à imposer le gouvernement.

Les services hospitaliers, qui avaient commencé à se mobiliser en juillet dernier, sont aussi revenus sur le pied de guerre ! Atterrés par la dégradation de plus en plus importante des services de soins, ils ont décidé de se mobiliser afin d'éviter que les hôpitaux ne connaissent le même sort que ceux des États-Unis. À la place, ils réclament plus de moyens et de soutien, pour un meilleur système de soin, plus efficace et plus humain.

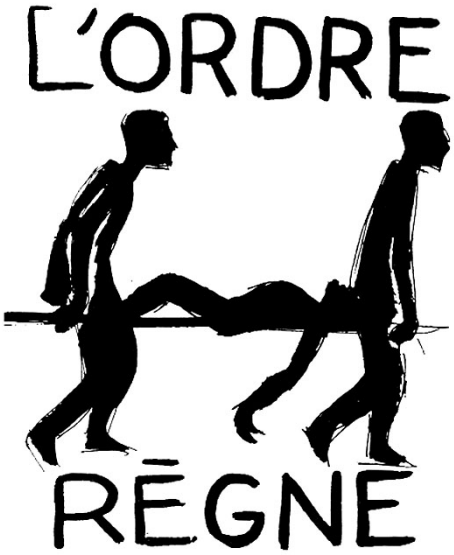
À présent, le gouvernement a repris l'enchaînement de ses réformes réactionnaires. Avec la loi ELAN, il s'en prend au logement des populations les plus précaires, réprimant au passage un peu plus les squatteurs, toujours dans une logique de plus en plus assumée de criminalisation de la misère.

Les manifestations et les affrontements avec les forces de l'ordre sont en train de reprendre. La manifestation du 09 octobre a réuni des milliers de manifestants dans plusieurs villes de France. À Saint-Étienne, comme ailleurs, des collectifs se montent, des liens se tissent, des manifestations et des actions se préparent. Les rencontres s'enchaînent : rassemblements contre la loi ELAN, contre l'A45, pour le climat, manifestation inter-syndicales, pour les retraites, etc.

En dépit de tous les artifices utilisés par le gouvernement pour anéantir la possibilité même de construire un mouvement de jeunesse, celui-ci a su s'organiser, survivre aux vacances et retrouver du souffle. Reste à voir s'il va prendre ici aussi.

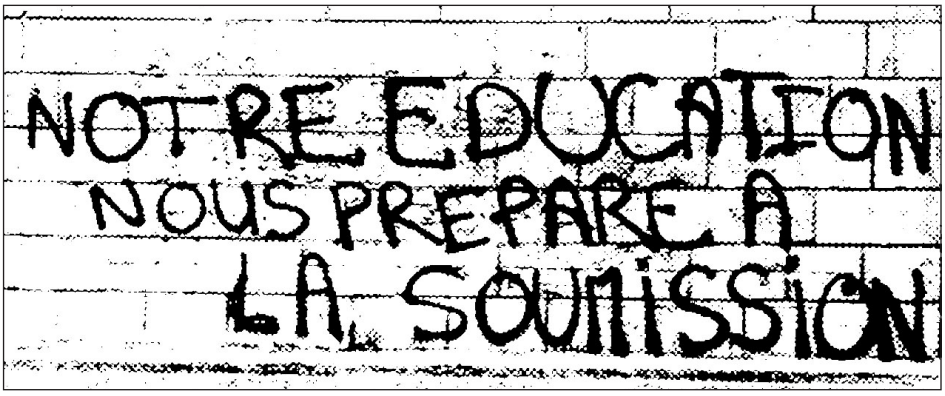
Bref, vous l'aurez compris, les gueulard·e·s ne sont pas près de se la fermer ! Pendant ces vacances l'équipe s'est activée pour vous concocter un nouveau numéro enrichi de pleins de nouveautés. Alors attention, préparez-vous, parce que ça va ruer !

Les gueulard·e·s ■



RÉFORME BLANQUER

QUAND LA DYSTOPIE REJOINT LA RÉALITÉ



Vous en avez sûrement entendu parler, le ministre de l'éducation Michel Blanquer est en train d'amorcer une grosse transformation du système éducatif. Comme Madame Vidal, il compte aller plus loin dans la logique méritocratique en promouvant « la culture de l'évaluation ». Mais en quoi consiste précisément cette nouvelle réforme éducative qui touche à la fois la maternelle, l'enseignement primaire et secondaire ? C'est ce que nous allons voir à travers de dossier.

GALÈRES EN SECONDAIRE

On vous assez parlé de la réforme du Bac par le biais de la plateforme Parcoursup, en revanche on vous a très peu parlé des transformations du système d'évaluation qui permettait d'obtenir le diplôme du Bac et des changements qu'allaient connaître les lycéens dans les années à venir.

• Évaluations en course de fond

En 2021, les élèves entrant cette année en seconde seront les premiers à passer les nouvelles épreuves du Bac. Au programme : quatre épreuves écrites terminales au lieu de sept et un grand oral d'une durée de 20 minutes qui se dérouleront fin juin. Génial vous me direz, ça fera moins de choses à apprendre ! Oui mais non, car ces épreuves ne représenteront que 60% de la moyenne du Bac, 30 % proviendront de partiels semestriels qui auront lieu en première et en terminale et 10% découleront des notes des deux dernières années de lycée !

Donc au lieu de courir un sprint en fin d'année, les élèves auront à faire une course de fond sur deux ans. Est-ce mieux ? Pas sûr si l'on observe ce qui se passe dans les lycées professionnels et agricoles, où les élèves expérimentent déjà les contrôles en cours de formation (CCF). Ces derniers sont largement critiqués par les enseignants et les élèves car ils entrainent : une importante charge de travail pour les enseignants, des inégalités, des temps d'enseignement réduits à peau de chagrin, etc. En outre, on peut noter que les 10% en provenance des résultats scolaires pénaliseront une partie des élèves. Si tu as eu la malchance d'avoir une prof raciste qui t'a foutu des bâches toute l'année, désormais c'est mal barré !

• Un lycée « à la carte »

La grande nouveauté de cette réforme c'est la suppression des filières ! Enfin suppression, c'est un bien grand mot. En réalité de trois filières on en passe à des milliers, par la construction d'un système de modules, ressemblant à celui qu'on trouve à l'université. Les lycéens vont ainsi se retrouver avec des matières « majeures », « mineures » et quelques options. Seulement ils ne pourront pas combiner ce qu'ils voudront n'importe comment ! Les couples de matières majeures sont encadrés, ils ne pourront donc pas choisir, par exemple, à la fois Lettres et Mathématiques, les premières seront associées aux langues, tandis que les secondes seront couplées à la physique. Après, certaines matières pourront être prises en « mineures », mais là encore, bien qu'il n'y ait pas « mariage obligé », les élèves ne pourront pas forcément choisir la "doublette" qu'ils souhaiteront. Ainsi cette réforme démultiplie les parcours sans les individualiser complètement et conduit à une spécialisation accrue et précosse des élèves. On en raffole déjà.

• Individualisation et destructuration

Avec cette réforme, les élèves vont devenir les auto-entrepreneurs de leur scolarité. Ils vont être obligés de choisir stratégiquement leur parcours dès la seconde, sachant que leurs choix par rapport aux matières majeures, mineures, options et activités extra-scolaire sera examiné avec le même soin que leurs résultats tout au long de leurs parcours. Ils sont ainsi rendus responsables individuellement de leurs choix, de leurs parcours, de leurs réussites et de leurs échecs. Une pression difficile lorsqu'on a que 15 ou 16 ans !

Le syndicat Sud Éducation a souligné le danger que fait peser cette réforme sur le bien être des lycéens. Le « cadre » ne sera plus le même, la « classe » n'existera plus en tant que telle car chaque élève aura des matières et des horaires différents. En parallèle, les profs n'auront pas les mêmes têtes à chaque cours, comme ce qui se fait à la fac, si bien que la possibilité même d'une équipe pédagogique sera remise en question ! Ainsi les élèves se retrouveront plongés dans un système dépourvu de structures collectives, perdant ainsi brutalement les repères qu'ils avaient acquis au collège.

• Une loi contre les inégalités ?

M. Blanquer a présenté cette loi comme une manière de pallier les inégalités, tout en redonnant une vraie valeur au Bac. Or, ce qu'ont constaté de nombreux syndicats c'est que la suppression des filières n'allait pas supprimer les inégalités de parcours, bien au contraire ! La modularité va permettre d'affiner des stratégies de différenciation sociale. Cela veut dire que des élèves dont le milieu socio-culturel le permettra sauront choisir les parcours les plus valorisants ou se payer les conseils nécessaires pour correctement s'orienter.

Inutile de vous dire que depuis l'annonce de cette réforme, les boîtes privées se frottent les mains ! Elles ont commencé à proposer un accompagnement à l'orientation à des coûts faramineux. On assiste ainsi à un renforcement des inégalités, les élèves issus des milieux socioculturels les plus favorisés arrivant plus facilement à choisir les parcours qui leur offriront le plus de choix après le bac, ou tout simplement d'accéder aux universités les plus prestigieuses.

En outre, le Bac avec cette réforme se retrouve vidé de sa substance. Si chaque élève a un curriculum personnel de modules acquis avec plus ou moins de réussite, le BAC ne jouera donc quasiment plus aucun rôle dans la poursuite des études. Les employeurs/professeurs se contenteront de regarder les parcours des candidats. Autant pour la revalorisation du Bac !

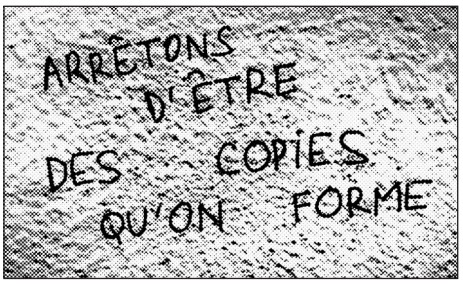
• La nouvelle "casualisation" de l'enseignement

À côté de ça on assiste au même phénomène qu'à l'université, à savoir le développement de ce que les américains appellent la casualisation. Qu'est-ce que c'est que ça veut dire ? Et bien pour reprendre l'explication qu'un prof de socio m'a délivré il y a deux ans, la casualisation c'est une sorte d'« aléatisation » du travail, cela correspond au recours à une main d'œuvre ponctuelle pour la réalisation de tâches précises. Par exemple, le recours à l'intérim et au CDD à la place du CDI, ou l'emploi de profs vacataires plutôt que de titulaires. Il va de soi que cette main d'œuvre "casualisée" est une main d'œuvre précaire et bon marché, allégrement exploitée.

Comment cette casualisation va se traduire dans les lycées ? Et bien M.Blanquer compte supprimer 2600 postes dans le secondaire et favoriser l'embauche de surveillants à la place des enseignants. Il s'agit d'une procédure qui existe depuis 2013, seulement jusqu'à présent il n'était possible de recruter que des assistants d'éducation (AED's) qui en étaient à leur quatrième année d'étude. Désormais il leur suffira de n'en avoir effectué que deux. Autant pour l'accompagnement des élèves !

Mais pas de panique ! M. Blanquer en grand maître pédagogue a dit que plonger plus tôt les AED's dans le grand bain leur permettra d'être mieux préparés. C'est sûr que pour être préparé, l'apprentissage et la formation c'est très surfait, il vaut mieux être directement jeté dans la fosse aux lions. Rien de tel pour encourager les futurs profs et AED's de demain !

Bref, individualisation, responsabilisation, compétition, destructuration, exploitation... Voilà encore une belle réforme pour l'éducation ! Pour un ministre qui n'était censé en faire aucune, on peut dire qu'il a fait fort ! Domage pour le secondaire.



BRANLE-BAS DE COMBAT EN MATERNELLE

L'école maternelle est sûrement le point qui fait le plus grincer des dents le Conseil Supérieur de l'Éducation (CSE). Entre l'école obligatoire à partir de 3 ans et la mise en place de tests nationaux dès le CP, il y a pas mal de raisons pour gueuler !

• Assignation scolaire et tests à gogo

« Désormais il ne sera plus possible de laisser les enfants à l'école uniquement le matin ou de les garder à la maison lorsqu'ils sont fatigués. Et toute absence devra être justifiée notamment lorsqu'elle s'étend sur plusieurs jours. Le code de l'éducation prévoit des sanctions et des amendes en cas d'absentéisme qui pourra donc s'appliquer dorénavant aux enfants de maternelle » (source Médiapart)

Désormais les gamins seront assignés aux bancs de l'école sous peine d'être sanctionnés ! Et pourquoi ? Parce que M.Blanquer pense que pour résoudre les inégalités la solution réside dans la fixation de « repères de progression annuels en français et en maths » dès la maternelle.

M.Blanquer compte en effet faire passer des tests d'évaluation standardisés aux élèves tout au long de leur scolarité et en particulier dans les premières années de l'enseignement primaires. Ces tests auront plus précisément lieu en CP, en CE1, en 6ème et en début de 2de.

On peut s'interroger sur la pertinence de tels tests, surtout de ceux début CP, sachant que toutes les études scientifiques montrent que les enfants de moins de six ans n'ont pas les aptitudes cognitives nécessaires pour pouvoir apprendre des cours. Lors des Assises de l'école maternelle, le neuropsychologue Francis Eustache a en effet démontré que c'était seulement à partir de six ans que les enfants pouvaient développer une mémoire épisodique nécessaire à tout apprentissage (voir l'article de Médiapart cité plus haut).

De plus, on peut se demander quels seront les critères retenus pour évaluer les acquis des gamins de maternelle, le fait de participer ou non aux activités de groupe ? Le fait de vouloir lire ou de rechigner à la tâche ? Et plus important encore, qu'adviendra-t-il de ceux qui ne rentreront pas dans ces critères ?

M. Blanquer a déclaré que les résultats de ces évaluations seraient collectés au niveau national. Le danger pointé par un collectif d'universitaires, d'enseignants et de spécialistes des sciences de l'éducation est donc que chaque élève subisse désormais « un fichage systématique à destination du système d'orientation et des employeurs », chacun d'eux étant « traçable » grâce à un identifiant . Les élèves risquent donc d'être évalués, classés et répertoriés dès le plus jeune âge, ceux qui échoueront étant renvoyés dans des voies de garage dont ils ne pourront plus sortir, tout ça en se basant juste sur des critères d'évaluation abstraits et très critiquables ! De la simple réforme à la dérive dystopique, il n'y a donc qu'un pas...

Quand on sait que la Suède et la Finlande, réputées pour la qualité et l'efficacité de leur système d'enseignement, ont depuis longtemps reculé l'âge de l'école obligatoire à 7 ans, on peut se poser des questions sur les compétences de Monsieur le Ministre en matière de pédagogie et d'éducation.

• Une loi discriminatoire et moralisatrice

Monsieur le Président a présenté cette réforme comme un moyen de lutter contre les inégalités et les déterminismes sociaux. Amusant lorsqu'on voit à quel déterminisme scolaire cette réforme risque de conduire... Quoi qu'il en soit, pour résoudre ce problème M.Blanquer a préconisé de « renforcer les compétences » des enseignants et de renforcer le rôle des parents dans l'éducation de leurs enfants, en les incitant par exemple à « lire à voix haute des histoires à leurs enfants pour renforcer leur vocabulaire ».

Si de prime abord ça peut sembler une bonne idée, il faut néanmoins relever qu'il s'agit là d'un discours culpabilisant et stigmatisant. Le gouvernement a en effet insisté principalement sur les difficultés langagières des élèves défavorisés, s'appuyant pour cela sur une étude étatsunienne très controversée intitulée The Early Catastrophe. Cette étude déclarait en effet dans ses conclusions qu'il existait des différences de langages significatives entre enfants riches et pauvres, or les résultats de cette étude ont été contredits par des chercheurs en sciences de l'éducation en 2009.

« l'enquête présente une vision simplifiée de la langue et conduit principalement à blâmer les pauvres » En effet, la richesse de la langue ne saurait être mesurée uniquement en nombre de mots ! Cette étude ne prend pas en compte la pluralité linguistique qui existe notamment dans les quartiers populaires où résident des populations d'origine étrangère. Pour ces populations, le fait de ne pas connaître plein de mots de français, ne signifient pas que leur vocabulaire est appauvri, bien au contraire ! Celui-ci est souvent beaucoup plus riche de par sa diversité.

En outre, mettre en place des mesures visant à renforcer le rôle des parents, en évoquant le manque de sécurité affective dans les milieux modestes, est parfaitement scandaleux. Il n'y a aucune étude qui puisse corroborer une telle affirmation, les parents de milieux populaires n'ont pas besoin de plus de cours de parentalité que les autres parents. Si problèmes il y a, cela découle avant tout de problèmes économiques qui empêchent les parents d'offrir à leurs enfants un cadre d'étude favorable. Mais bien sûr ça, le gouvernement s'en fiche ! C'est plus simple de culpabiliser tout le monde, plutôt que de s'attaquer au véritable nœud du problème.

Ainsi Monsieur le Ministre a accompli le prodige ! Alors qu'il était censé mettre en place *« l'école de la confiance »*, il a réussi à se mettre à dos absolument tout le monde. Culpabilisation des parents et des enseignants, évaluation et classement des enfants dès la fin de la maternelle, avec assignation aux cours sous peine de se faire sanctionner voire d'être signalé « aux autorités académiques » , il n'y a pas à dire ça fiche des frissons. Mais attendez le meilleur est à venir, car la transformation de l'éducation amorcée par M.Blanquer va encore plus loin...

UNE MAINMISE SUR L'ÉDUCATION : VERS UN MINISTÈRE DE LA VÉRITÉ ?

Fini l'indépendance ! Vous ne le savez peut-être pas, mais le ministère de l'éducation est actuellement en train de faire main basse sur des institutions de contrôle qui jusqu'à présent étaient dévolues à jouer ses garde-fous. Il y en a deux : le Conseil supérieur des programmes (CSP), chargé d'élaborer les programmes scolaires du secondaire et le Conseil national de l'évaluation du système scolaire (CNESCO), chargé d'évaluer l'efficacité des politiques du ministère.

Le CSP tout d'abord, est en train de faire scandale à cause de ses nouveaux programmes. Il faut savoir que ce conseil a vu ses experts se faire progressivement évincer pour être remplacés par des individus partageant la volonté de M.Blanquer d'opérer un retour aux "fondamentaux" au sein de l'éducation. Et quels fondamentaux ! Le Snes (syndicat des profs du second degré) a pu jeter un œil sur les nouveaux programmes du CSP et ce qu'il a vu n'est pas très joli : apparemment ceux-ci font la part belle au récit chronologique au détriment de « l'histoire sociale » et surtout mettent en avant une histoire très « européo-centrée », en supprimant « l'histoire de l'immigration des programmes » . Tiens tiens, les fameux « fondamentaux » de M.Blanquer n'auraient-ils pas un relent de nationalisme ?

Mais outre la mainmise sur la conception des programmes, M.Blanquer a réussi un tour de passe-passe extraordinaire : il a démantelé le CNESCO, une instance chargée d'évaluer l'efficacité de ses réformes éducatives, pour en faire un instrument de surveillance au service du ministère ! Le CNESCO 2.0 verra désormais 80 % de ses membres nommés par le ministère et aura pour mission de surveiller la bonne application des programmes par les établissements scolaires !

M.Blanquer est donc en passe de mettre complètement l'éducation sous tutelle. D'ailleurs, le contrôle exercé par le ministère ne se fera pas que sur le CNESCO, mais également dans les écoles de formation de professeurs .

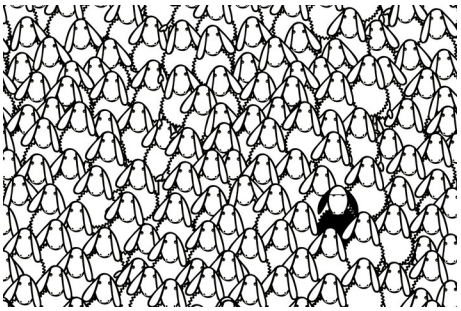
Le contrôle de l'enseignement se fait déjà actuellement par d'autres biais. Dans certains lycées, des professeurs se sont vus arbitrairement retirer des charges d'enseignements désirées, suite à leur engagement dans les mobilisations de l'an passé .

Il n'y a pas à dire, cette réforme est tout sauf rassurante ! D'ailleurs le Conseil Supérieur de l'Éducation, à qui le gouvernement avait présenté cette loi à titre consultatif, l'a rejetée à l'unanimité. Le gouvernement va-t-il en tenir compte ? On ne peut qu'en douter vu l'ardeur dont font preuve M.Blanquer et ses collègues pour tout réformer.

Le gouvernement est en train d'initier un grand bouleversement de notre société. Des écoles d'élites, une destruction des services publics, un système d'évaluation et de classement généralisé et institué le plus tôt possible, un fichage et une surveillance accrue que ce soit au sein de l'éducation ou du travail, avec une répression renforcée pour les anti-conformistes qui refuseraient de s'y plier, il y a de quoi être effrayé ! On arrive fortement à un modèle oscillant entre la société néo-libérale américaine et la dystopie orwelienne. À quand la révolte ?

LA PAUSE PHILO

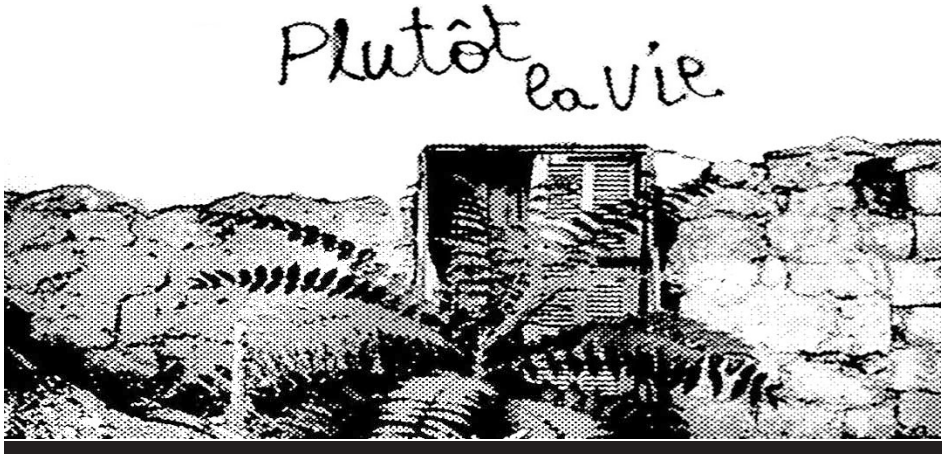
« Pauvres gens misérables, peuples insensés, nations opiniâtres à votre mal et aveugles à votre bien ! Vous vous laissez enlever sous vos yeux le plus beau et le plus clair de votre revenu, vous laissez piller vos champs, voler et dépouiller vos maisons des vieux meubles de vos ancêtres ! Vous vivez de telle sorte que rien n'est plus à vous. Il semble que vous regarderiez désormais comme un grand bonheur qu'on vous laissât seulement la moitié de vos biens, de vos familles, de vos vies. Et tous ces dégâts, ces malheurs, cette ruine, ne vous viennent pas des ennemis, mais certes bien de l'ennemi, de celui-là même que vous avez fait ce qu'il est, de celui pour qui vous allez si courageusement à la guerre, et pour la grandeur duquel vous ne refusez pas de vous offrir vous-mêmes à la mort.



Ce maître n'a pourtant que deux yeux, deux mains, un corps, et rien de plus que n'a le dernier des habitants du nombre infini de nos villes. Ce qu'il a de plus, ce sont les moyens que vous lui fournissez pour vous détruire. D'où tire-t-il tous ces yeux qui vous épient, si ce n'est de vous ? Comment a-t-il tant de mains pour vous frapper, s'il ne vous les emprunte ? Les pieds dont il foule vos cités ne sont-ils pas aussi les vôtres ? A-t-il pouvoir sur vous, qui ne soit de vous-mêmes ? Comment oserait-il vous assaillir, s'il n'était d'intelligence avec vous ? Quel mal pourrait-il vous faire, si vous n'étiez les receleurs du larron qui vous pille, les complices du meurtrier qui vous tue et les traîtres de vous-mêmes ? Vous semez vos champs pour qu'il les dévaste, vous meublez et remplissez vos maisons pour fournir ses pilleries, vous élevez vos filles afin qu'il puisse assouvir sa luxure, vous nourrissez vos enfants pour qu'il en fasse des soldats dans le meilleur des cas, pour qu'il les mène à la guerre, à la boucherie, qu'il les rende ministres de ses convoitises et exécuteurs de ses vengeances. Vous vous usez à la peine afin qu'il puisse se mignarder dans ses délices et se vautrer dans ses sales plaisirs. Vous vous affaiblissez afin qu'il soit plus fort, et qu'il vous tienne plus rudement la bride plus courte. Et de tant d'indignités que les bêtes elles-mêmes ne supporteraient pas si elles les sentaient, vous pourriez vous délivrer si vous essayiez, même pas de vous délivrer, seulement de le vouloir.

Soyez résolus à ne plus servir, et vous voilà libres. Je ne vous demande pas de le pousser, de l'ébranler, mais seulement de ne plus le soutenir, et vous le verrez, tel un grand colosse dont on a brisé la base, fondre sous son poids et se rompre »

Discours de la servitude volontaire
Étienne de La Boétie, 1574



SOIGNE ET FERME TA GUEULE !

Entendez la rumeur grandissante des hospitaliers, ceux qui chaque jour s'exécutent afin de préserver la santé. « Toujours faire plus mais avec toujours moins », moins de moyens, moins de personnel et surtout moins de sens. Mais avec toujours plus de mépris, d'indifférence, d'aberrations de la part des tutelles et de l'administration.

L'hôpital crève et personne ne semble vouloir le réanimer.

Les directeurs, les financiers, les managers de la terreur sont insensibles à la douleur de ceux dont on brade la santé. Pour ces usagers trop patients cela se traduit par la précarité, l'indignité voir l'inhumanité. L'hôpital est malade, on veut l'éradiquer par manque de rentabilité.

Cela fait des années que le personnel dénonce les conditions d'accueil des patients, il a fallu que le contrôleur général des lieux de privation de liberté émette en mars 2018 un rapport accablant concernant les urgences et la prise en charge des patients psychiatriques au CHU de Saint-Etienne pour qu'enfin la vérité éclate au grand jour, pour que le personnel sorte enfin de sa réserve administrative et s'oppose massivement au rouleau compresseur qui broie implacablement toute humanité dans les soins.

« Ça suffit ! », nous ne voulons plus cautionner les politiques d'austérité successives qui font de nous des machines à abattage de patients. Nous ne voulons plus faire semblant de soigner les gens, nous ne voulons plus être maltraitants.

Émanant des services de psychiatrie un collectif s'est constitué « La Psy Cause » car nous ne voulons désormais plus nous taire, nous refusons de laisser la situation actuelle se dégrader de jours en jours sans rien dire. Le personnel souffre de son impossibilité de soigner décemment les gens, les patients sont maltraités chaque jour d'avantage. On nous promet des restructurations, des solutions architecturales, on nous culpabilise d'être mal organisés et encore trop nombreux. Nous ne lâcherons rien, nous ne demandons pas de jours de congés supplémentaires, ni des avantages personnels, nous exigeons uniquement de pouvoir faire notre travail dans des conditions acceptables. Pour cela une seule revendication : des moyens pour des soins humains.

Le CHU de Saint-Etienne est loin d'être un cas isolé, partout en France chaque jour des services hospitaliers se mettent en grève pour dénoncer la même chose. La psychiatrie du Rouvray, du Havre, d'Amiens premiers bastions de résistance ont fait des émules au niveau national, nous sommes chaque jour plus nombreux, plus forts et plus que jamais convaincus que notre combat est juste et légitime.

Nous entendons ainsi faire résonner nos cris jusqu'au sommet de l'État qui doit à présent assumer la responsabilité de sa politique de santé désastreuse et inacceptable.

La Psy Cause ■

ROAD-TRIP À LA ROYA

Partir. Partir et ne jamais rester ancré trop longtemps autour d'une routine misérable. Se rendre libre, quitte à tout perdre. Ce sont de beaux mots, de belles phrases construites afin de déclencher dans la cervelle de celui qui l'écoute des stimulus de courage, du baume au cœur. Quitte à tout perdre. Cette essence du road-trip à la Jack Kerouac, tout perdre pour mieux se retrouver, retrouver les autres, le monde. C'est un état d'esprit qui soit est déprécié par nos contemporains (pauvres petits tremblant) soit est encensé par ceux qui ne l'ont jamais fait, jamais vu.

Au cours d'un de nos voyages avec L'illetré, nous avons vu des personnes qui étaient parties, sans rien, perdant tout sauf leur vie, pour essayer de la vivre libre, et en sécurité.

Personne ne fait jamais de parallèles entre les road-trippeurs et les migrants. A la grande différence de ces derniers, nous les trippeurs, on ne se fait pas traquer dans la vallée de la Roya.

Quand nous sommes arrivés dans ce goulot d'étranglement, cette vallée des merveilles, nous n'étions pas ou peu au courant des dispositifs de restriction de migration qui y étaient déployés. On a découvert le premier peu de temps après avoir été pris en stop. Barrage de gendarmes. Nous montions, donc pas de contrôle. Cependant toutes les voitures descendant les monts se faisaient stopper et fouiller. Au cas où un migrant soit caché dans un coffre.

Par trois fois j'ai vu les dispositifs, par trois fois je me suis gaussé tant cela paraissait ridicule.

Imaginez, au petit matin, après une nuit en bivouac à flanc de montagne, un van volkswagen arriver par la route, cahin-caha. C'était tellement pittoresque, qu'on s'attendait à voir débarquer un groupe tout droit sorti des années 70 avec guitares et feux de camps. Sauf que non, c'était des gendarmes. Environ une demi-douzaine. Au début on a cru que c'était pour nous, que nous allions nous prendre une amende pour camping sauvage (pauvre préoccupation de citoyen privilégié). Que nenni. Au lieu de venir nous voir, ils se sont fixés au bord de la montagne et ont passé une bonne demi heure, dans les fourrés, à regarder la montagne d'en face. Si seulement cela avait été pour contempler la beauté de la nature ! Mais non, c''était seulement pour pouvoir scruter les potentiels groupes de migrants affamés recherchant vainement un toit et une once d'humanité.

Au retour nous avons été pris en stop par une personne venant en aide aux migrants, avec à son bord un Érythréen. Là, ce fut une claque. Les médias ne parlent pas de l'Érythrée. Lui l'a fait.

Imaginez un immense camp de travail à ciel ouvert, une dictature invisible basée sur un vaste réseau de surveillance du peuple et où des rafles surviennent quotidiennement. Une mauvaise parole, le simple fait de s'adresser à quelqu'un soupçonné d'avoir des relations avec l'extérieur et c'est la prison. Et encore, on ignore tout ce qu'il s'y passe. L'ONU a commencé à avoir des doutes sur les bons agissements du chef d'État, en juin 2018 ; alors que l'Union Européenne avait donné à ce dictateur en 2007 une enveloppe de 220 millions d'euros pour cinq ans. Vous avez déjà payé pour voir un autre être exploité inhumainement ? On va vous aider et faire un raccourci, c'est de l'esclavage. Nous sommes toujours des colons, sous le nouveau masque de l'ignorance, nous sommes toujours des esclavagistes quand nous fermons des frontières à des réfugiés d'un pays violant chaque droit de l'homme a plusieurs reprises, pays que nous finançons.

Nous devons cependant être honnêtes, nous n'avons pas forcément toutes les bonnes sources afin de disserter sur la situation érythréenne, et avant de faire de gros raccourcis, qui donneront de grosses erreurs de jugements, nous préférons vous renvoyer vers un livre dont nous n'avons lu que des extraits : « Les Érythréens », de Léonard Vincent, aux éditions Rivages. Allez-y ,renseignez-vous.

Nous ne voulions pas écrire un article qui, encore une fois, s'emparerait d'une question pour faire du prosélytisme. La chose que nous souhaiterions simplement dire pour terminer c'est : arrêtons de renier notre humanité. L'État ne veut pas ouvrir les frontières, aider ceux dans le besoin et préfère se retrancher sur lui-même ? Et bien, pourquoi ferions-nous comme lui ? Dans cette vallée, nombre d'habitants ont fait le choix d'aider les migrants au nez des forces de l'ordre. Alors, allez, on y va ? On va les aider ? Dans cette vallée, où déjà au bas de chez toi. S'il y a une chose que nous avons appris avec ce voyage, c'est que notre peur est ridicule, plus que les frontières nous pouvons ouvrir nos portes, à condition d'ouvrir nos cœurs.

L'illetré et Geo-la-cédille ■

RÉVOLTE

Haine, Racisme, Argent, Pouvoir. Tels sont les vices et les priorités de notre société décadente. Sommes-nous devenus des ânes à ce point pour que ces futilités nous corrompent telle la gangrène ?

Que sont devenus cet étendard et cet hymne ? Ces symboles de Liberté pour qui des Hommes se sont battus. Ils sont tombés en désuétude entre les mains de gens qui en revendiquent la défense, dénigrant l'étranger, massacrant ces valeurs que sont : la Liberté, l'Egalité et la Fraternité.

On parle de supprimer les subventions pour l'éducation des enfants d'immigrés. Mais ce n'est pas sur l'ignorance que l'on fonde une société meilleure. Que vont devenir ces enfants ? C'est là que je vous demande : la bêtise humaine n'a-t-elle pas de limites, pour que l'on privilégie l'argent au développement humain ? Le territoire et l'ethnie à la solidarité ? Pour que l'on alimente la haine au lieu de créer un avenir meilleur pour la terre de nos enfants ? Car, comme l'a dit Antoine de Saint Exupéry : "on n'hérite pas de la terre de nos ancêtres, on emprunte celle de nos enfants".

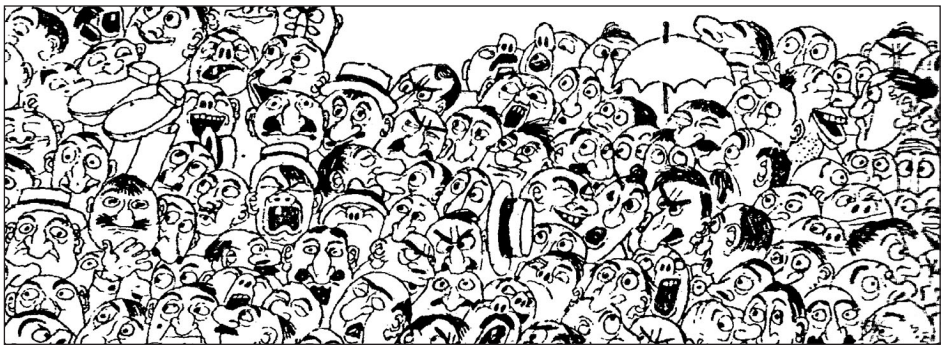
C'est pour cela que jamais je ne cesserai le combat. Je me tiendrai devant eux, le poing levé, droit et fier, éternel insoumis, rien ne me fera bouger. Car je ne puis rester silencieux devant tant d'aberrations plus longtemps.

Je leur ferai face, ce cri de révolte au bord des lèvres. Et mon poing restera serré, tendu vers le ciel est signe d'espoir jusqu'à ce que l'Humain triomphe.

La dissidence de la peste ■

PARCOURSUP

RETOUR SUR LA FOLLE ODYSSÉE



Le dispositif Parcoursup après avoir mis en émoi les journaux et les chaînes d'infos pendant près de deux mois s'est offert quelques vacances, avant de faire un petit come-back pour la rentrée ! Retour sur les écueils de cette plateforme qui a fait suer les bacheliers et qui continue de soulever de nombreux tollés.

Bienvenue sur le nouveau marché de l'orientation !

Ça y est APB c'est fini ! Le post-bac nouvelle génération c'est Parcoursup. Désormais il n'y a plus de hiérarchisation des vœux, les candidats doivent postuler partout en priant pour être pris dans la filière de leur choix. Et pour ça ils doivent déplier tout un arsenal ! CV's, lettres de motivations, détails des notes, activités extra-scolaires... Tout y passe ! C'est qu'il s'agit de donner envie aux futurs employeurs (pardon professeurs), de les accepter dans leurs départements. Et oui, c'est fini le temps où tout le monde pouvait avoir accès à l'enseignement supérieur, Macron l'a dit, désormais le *« mythe de l'accès à l'université pour tous »,* c'est fini !

Parcoursup, cette formidable machine à algorithmes, est là pour trier le bon grain du mauvais ! Et c'est vrai que face à autant de dossiers, quoi de plus pratique qu'un logiciel pour faire tout le boulot ? Il suffit de rentrer le dossier scolaire dans les critères de sélection, de prendre en compte le secteur géographique et les limites des quotas autorisés pour que badaboum ! Les meilleures universités se retrouvent avec les meilleurs étudiants, tandis que les moins bons se retrouvent dispatchés au hasard, selon les aléas de l'offre et de la demande. Ah vraiment c'est beau le progrès !

D'autant que l'algorithme de Parcoursup permet aux universités de rajouter des « critères opaques » de sélection, ce qui leur donne la possibilité d'affiner encore plus le tri ! Le Président de l'université Paris-Descartes a ainsi reconnu qu'il était possible pour les universités de mettre la cote du lycée d'origine dans les critères de sélection sans qu'on n'en sache rien. Cela veut dire que des lycéens avec d'excellentes notes dans des lycées mal cotés ont pu se retrouver sur liste d'attente ou refusés, là où des lycéens plus médiocres dans des lycées mieux cotés se sont retrouvés pris d'office. Autant pour le système méritocratique !

On voit bien avec tous ces critères que ce sont surtout les élèves des classes populaires et petites classes moyennes qui se retrouvent pénalisés, ainsi que l'avait prévu l'ASES (Association des Sociologues de l'Enseignement Supérieur) . Au cours du moins de juin, le syndicat Sud-Éducation a suivi les aléas des réponses aux vœux des candidats en fonction des différents lycées et des différentes filières et très vite a pu concevoir une « cartographie de l'exclusion » qui est devenue virale . Plus on s'approchait de la rentrée, plus il est apparu que les lycéens de banlieues étaient désavantagés pour étudier en métropole, tandis que ceux venant des DOM-TOM voyaient tout simplement leurs candidatures rejetées.

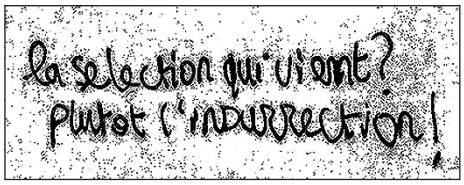
Décidément ça a vraiment pété de tous les côtés sur le paquebot Parcoursup ! Pourtant Madame la Ministre, confiante en son navire, a assuré durant tout l'été que tout le monde aurait une place à la rentrée. Alors quel en est le bilan ? C'est ce que nous allons essayer de voir, en revenant sur les évènements qui ont rythmé l'épopée Parcoursup ces derniers mois.

Un problème dans la machine

Le résultat est « meilleur que l'année dernière », c'est ce qu'a affirmé le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer le 15 juillet sur Europe 1. Pourtant Parcoursup a rencontré de nombreux écueils au cours de ces derniers mois.

Tout d'abord la suppression du classement des vœux a eu pour effet de créer des bouchons à l'entrée des filières, transformant Parcoursup en une procédure anxiogène et chronophage. Les candidats se sont retrouvés à devoir surveiller jour et nuit leur évolution dans le classement des listes, comme des traders assujettis à la surveillance des cours de la Bourse. Et le cours d'attribution des places ne s'est pas accéléré au cours de l'été, au contraire ! Les candidats se sont donc vite retrouvés piégés dans un embouteillage sans fin.

« Entre fin mai et fin août j'ai constamment eu peur de ne pas avoir d'affectation ou d'être envoyée dans un endroit où je ne voulais pas aller. C'est terrible d'avoir ce sentiment de n'avoir aucune emprise sur son avenir et de dépendre d'un algorithme. » (Laetitia/Médiapart)



Forcément quand on ne cherche plus à se conformer aux vœux des candidats, mais à les appareiller aux offres du marché, il ne faut pas s'étonner que la procédure connaisse quelques ralentis ! Les candidats, pétris de doutes au sujet de leur avenir, se sont accrochés jusqu'au bout, priant pour que leurs premiers vœux finissent par être acceptés quelque part et cela même lorsque d'autres vœux qu'ils aimaient moins l'étaient déjà ! Quoi de plus normal que d'essayer de garder un semblant de liberté de choix dans un système qui le leur a retiré ?

La principale conséquence de l'extrême lenteur de ce système, c'est que de nombreux candidats se sont retrouvés dans la mouise à l'approche de la rentrée. En effet certains ont dû préparer en catastrophe des déménagements dans d'autres villes, trouver un logement en urgence et laisser brusquement tomber leur famille et leurs amis, pour démarrer un cursus qui avait parfois déjà commencé !

C'est alors que Madame la Ministre, se rendant brusquement compte que son bateau avait des voies d'eau, s'est mis à calfeutrer les trous à toute vitesse ! Elle a mis en place une procédure complémentaire pour les candidats sans affectations, a demandé aux universités de reculer leurs dates pour les inscriptions et d'accueillir 10% de candidats supplémentaires par rapport au nombre réel de place, sans leur offrir plus de moyens pour remplir cette mission !

« On nous a appliqué ce taux minimum de manière automatique partout, mais ce n'est pas possible dans certaines licences sous tension (...) Nous ne pouvons pas pousser plus les murs, même avec les moyens supplémentaires promis par le ministère, qui ne sont pour l'instant qu'une promesse. » (Olivier Oudar, vice-président de l'université Paris-XIII).

À la chasse aux « inactifs » !

Madame la Ministre a également fait un tour de magie, pour désaturer les listes d'attente, elle a trouvé un moyen très efficace : supprimer purement et simplement une partie des candidats qui y figuraient ! 50 000 candidats ont en effet disparu du jour au lendemain de la procédure pendant les vacances, grâce à un simple changement d'éti-

quette. Bien sûr, certains de ces « inactifs » étaient certainement, comme l'a souligné Madame la Ministre, des candidats qui avaient abandonné la procédure sans penser à supprimer leur compte, le souci c'est qu'ils n'étaient pas tous dans ce cas-là...

En réalité, de candidats « en attente » à « inactifs », il n'y a qu'un pas. Il suffit de ne pas s'être assez manifesté pendant la procédure, or c'est un critère assez flou, comme l'a expliqué Guillaume Ouattara : *« certains ne savent même pas qu'ils peuvent contacter leur rectorat. Ou n'ont pas non plus trouvé de formations qui leur convenaient en procédure complémentaire. Pourtant, ils se connectent chaque jour pour voir si la situation a évolué. »*

Louis Boyard, président de l'UNL (syndicat lycéen) a failli faire partie des éjectés. Il était en Italie, lorsqu'une tempête a éclaté, le privant d'électricité pendant trois jours. Lorsqu'il a rallumé son téléphone, tous ses vœux avaient été annulés car il n'avait pas répondu à temps à une proposition. Suite à cela, le père de Louis s'est fait sermonner : d'après son interlocutrice *« il était irresponsable de laisser partir son fils à l'étranger pendant la procédure ».*

Madame la Ministre a-t-elle essayé de culpabiliser les lycéens tout en magouillant pour désengorger les listes ? Si on en croit l'Express, la procédure de relance semble avoir connu quelques ratés, certains élèves n'ont pas reçu de coup de fil ou de message de la part de la commission rectorale et ont même eu de la peine à la contacter. Ainsi le petit tour d'illusionniste de Madame la Ministre prend-il toutes les apparences d'une nouvelle forme de tri, oscillant entre la sélection assumée et le tirage au sort camouflé.

Prime à la mobilité et remise à niveau : des canots qui prennent l'eau

En dépit de ses efforts pour arrêter les voies d'eau, Madame la Ministre a vu une partie des passagers qu'elle essayait de sauver manquer de passer par-dessus bord !

En effet, les candidats ayant réussi à saisir la Commission d'accès, ont pu recevoir certaines offres plus ou moins proches de leurs demandes, cependant sans que cela inclue forcément la proximité géographique. Afin d'éviter un nouveau scandale, Madame Vidal leur a alors rapidement bricolé un canot de sauvetage, une « aide à la mobilité » d'un montant de 200 à 1 000 euros, délivrée uniquement si les candidats acceptaient une place dans le supérieur éloignée de leur domicile, sur proposition du rectorat, selon une circulaire ministérielle publiée le 12 juillet.

Nous pouvons nous demander, une fois de plus, si cette injonction à la mobilité se raccorde bien à la volonté d'aider les lycéens à choisir leur avenir qu'avait affiché le gouvernement lors de la présentation de Parcoursup.

Le prochain iceberg attendu contre lequel vont buter les candidats de 2018 sont les fameux « modules de remise à niveau ». Ceux-ci sont critiqués depuis très longtemps par les étudiants, les lycéens et les enseignants opposés à la réforme. La plupart des facs n'ont pas les effectifs nécessaires pour gérer les modules de remise à niveau, ni

pour gérer l'afflux d'étudiants qui en sortiront à la fin. La faute à une politique qui méprise l'Enseignement supérieur et l'Éducation en général depuis des années !

Ces modules n'offrent aucune garantie pour les étudiants d'entrer à la fin à l'université. Ceux-ci apparaissent ainsi davantage comme des mouroirs destinés à décourager les élèves.

Les naufragés de Parcoursup

En fin de compte, de nombreux candidats se sont quand même retrouvés à boire la tasse, certains n'ont pas supporté la lenteur de la traversée et ont abandonné le navire pour se réorienter dans l'enseignement privé ou tenter leur chance sur le marché de l'emploi.

Au 12 juin, ils étaient déjà 44.689 candidats à avoir quitté la procédure, qu'ils aient ou non reçu une proposition d'admission. Néanmoins, il ne faut pas oublier que se réorienter dans le privé a un prix. À ce titre, il est improbable que tous les déserteurs aient pu trouver une place en dehors du public pour suivre la formation qu'ils visaient. Tout le monde n'a pas les moyens de se payer des études à 2000 ou 7000 euros l'année !

D'autres candidats ont gardé espoir jusqu'au bout avant de se casser les dents. À la fin de la phase complémentaire, le 21 septembre, ils étaient encore un millier de candidats – en majorité issus des filières technologiques et professionnelles – à se retrouver sans affectation !

Parmi eux, certains bien décidés à trouver une place, ont choisi de se battre en rejoignant le mouvement des « sans facs ». Plusieurs syndicats étudiants ont mis en place une plateforme pour faciliter les démarches et les recours juridiques des recalés du système. Un recours qui s'inscrit en parallèle de la saisie de la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada) pour demander la transparence sur les "algorithmes locaux" qui ont pu être utilisés pour classer les dossiers des candidats. Dans certaines universités (Tolbiac, Toulouse, Nanterre), des collectifs d'étudiants ont également essayé de mettre la pression sur l'administration pour faire inscrire des candidats restés bredouilles ou mal orientés suite à la phase principale de Parcoursup .

Il existe enfin un ultime groupe de naufragés, probablement plus nombreux, mais dont le nombre est difficile à mesurer, ceux qui se sont retrouvés obligés de débarquer dans des filières qu'ils n'avaient pas vraiment choisies. D'après Mme Vidal, Parcoursup avait pour vocation d'aider les lycéens à choisir leur avenir, mais quel choix a-t-on lorsqu'on se retrouve balloté au fil des offres et des désistements ? Celui d'abandonner ou bien alors d'accepter ce qui se présente en se la fermant bien gentiment ? Vous parlez d'un choix !

En bref !

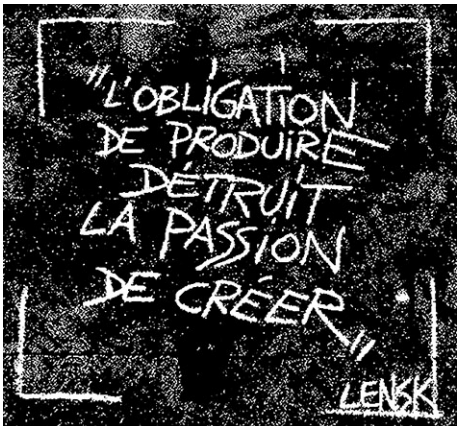
L'odyssée de Parcoursup laisse un goût amer au vu du nombre de candidats qu'elle a perdus dans son sillage. N'en déplaise à M. Jean-Michel Blanquer, NON Parcoursup n'est ni « plus rationnel », ni « plus humain » qu'APB ! L'individualisation promise par le gouvernement est une individualisation de façade qui est en réalité totalement désincarnée. Avec Parcoursup, c'est la liberté de choisir ses études qui est remise en question, car désormais tout est pris en compte sur le marché de l'orientation, sauf les souhaits des candidats ! Un changement qui concerne les nouveaux et futurs bacheliers, mais également n'importe quel étudiant souhaitant se réorienter dans une nouvelle académie.

En outre, loin d'amener un système plus juste, cette réforme conforte et renforce les inégalités rencontrées dans l'enseignement supérieur, en les poussant à leur paroxysme. Comme expliqué dans le précédent numéro, la méritocratie est un système idéologique qui a la fâcheuse habitude de creuser davantage le problème plutôt que de le résoudre.

Ce à quoi conduit cette réforme, associée à la loi ORE, c'est à une privatisation de l'éducation. De publique et gratuite (ou presque), celle-ci va devenir uniquement réservée à une élite. Or, il n'y a rien qui puisse justifier une telle transformation. C'est la raison pour laquelle aujourd'hui encore la colère continue de gronder au sein des facs et des lycées, des AG et des blocus ont repris dès la rentrée.

Alors le mouvement va-t-il repartir dans les semaines à venir, ou bien va-t-il succomber au morne froid de l'hiver ? Les prochains mois nous le diront.

Max ■



DÉFENDONS NOS SQUATS, UN TOIT C'EST UN DROIT

Le 12 septembre dernier, un rassemblement à l'appel des Révoltés stéphanois a eu lieu à Saint-Étienne contre la loi ELAN. Mais de quoi s'agit-il ?

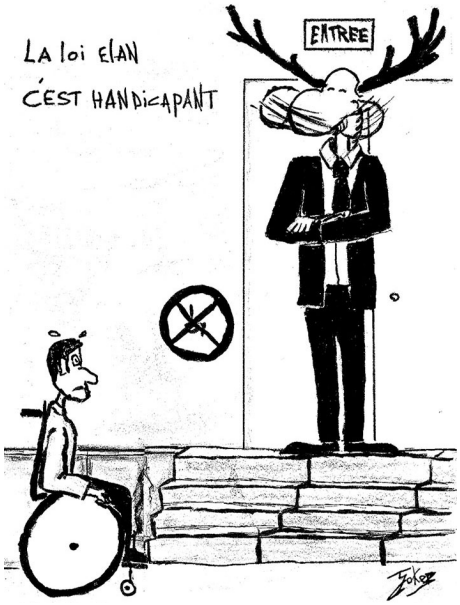
Comme à son habitude, Macron et son gouvernement projettent de mettre en place une loi pour les riches, et même particulièrement anti-pauvres, en s'attaquant cette fois-ci au logement avec la loi ELAN. Cette loi présentée par Jacques Mézard, l'ex-ministre de la cohésion des territoires, est étudiée depuis le 12/09 par une commission mixte paritaire (composée de 7 sénateurs et 7 députés) dans le but d'éviter un nouveau passage du texte devant l'assemblée et donc d'accélérer sa mise en application.

Cette loi se veut en effet anti-pauvres, s'attaquant aux HLM et autre logements sociaux (vente de 40 000 logements sociaux à des acteurs privés, attaque de la Loi SRU), réduisant l'accessibilité pour les personnes handicapées (réduction de 100% à 10% du nombre de logements neufs accessibles aux personnes handicapées), provoquant une hausse des loyers...et surtout la loi ELAN menace les squats et leurs occupants !

Petite piqûre de rappel : En juillet 2017, Emmanuel Macron a promis qu'il n'y aurait bientôt « plus personne à la rue », après un hiver catastrophique les autorités semblent en effet avoir trouvé une solution, plutôt radicale : la prison.

Ainsi c'est essentiellement l'article 58ter qui pose problème : en effet, cet article prévoit une peine d'un an d'emprisonnement, 15 000 euros d'amende et l'expulsion administrative pour l'occupation sans titre d'un local à usage d'habitation. Autrement dit, si la loi prévoit déjà une peine de prison pour ceux qui occupent des résidences privatives (habitations), ce n'était pas le cas pour ceux qui habitaient des bâtiments inoccupés, notamment au nom du respect du droit au logement, dont la valeur est constitutionnelle. Mais l'introduction de la notion de « local d'habitation » à la place de « domicile » permettra désormais d'élargir la notion de violation de domicile, qui s'appliquera aussi à ceux qui vivent dans des bâtiments inoccupés.

Mais un toit c'est un droit ! Or il n'y a jamais eu autant de logements vacants en France (Près de 3 Millions dont 10 000 à St Etienne selon les dernières études de l'INSEE) et pourtant des gens dans le besoin crèvent toujours dans la rue, des familles entières y vivent encore, les plus fragiles continuent à y périr... Cela est insupportable et face à un gouvernement inactif (voire répressif) qui ne semble mesurer l'ampleur du problème il est nécessaire plus que jamais de défendre et ouvrir des squats, car nul être humain ne mérite de vivre sous un pont, chacun a le droit au logement, à la dignité.



LA LOI ELAN, C'EST AUSSI…

UNE ATTAQUE AU LOGEMENTS SOCIAUX

Alors que le nombre de demandeurs HLM atteint des records historiques et que les aides à la construction de HLM sont drastiquement réduites, l'adoption de l'article 29 du projet de loi ELAN, va permettre de vendre des HLM, y compris dans les communes qui en ont peu, au secteur privé. Revenant ainsi sur la loi SRU qui garantissait qu'une commune devait chercher à atteindre un quota de 25% de logements sociaux. Or c'est avec hypocrisie que la loi ELAN, parallèlement à la loi SRU, va permettre aux organismes HLM de vendre leur patrimoine quand bien même la commune n'aurait pas atteint ce seuil de 25% ! Le capital pourra ainsi acquérir des logements, même des immeubles et des parcs HLM tout entiers ! Une fois acquis par des fonds privés, les HLM resteront locatifs pour une durée donnée à l'issue de laquelle les logements pourront être revendus ou exploités par les propriétaires qui profiteront alors de ces bâtiments, autrefois HLM, afin d'agrandir, encore et toujours, leurs richesses et leur domination sur le peuple… Évidemment les immeubles situés dans les communes les plus cotées sont les plus convoités par ces bandes de charognards ! Et pour couronner le tout, les logements HLM vendus continueront à être comptés pendant 10 ans dans le quota de logements sociaux, ce qui permettra de masquer le rétrécissement de l'offre locative sociale dans les localités concernées et ainsi de contourner les responsabilités des communes face à la lois SRU.

PAS DE QUARTIERS POUR LES PMR

Alors que la loi Handicap de 2005 prévoyait « 100 % des logements neufs accessibles » aux personnes à mobilité réduite (PMR) la loi ELAN procède à une petite modification en « 100 % des logements évolutifs » accessibles aux PMR. Où est le piège ? Et bien en outre 100% des logements neufs pourront être accessibles aux PMR... mais à condition de faire des travaux soi même, à ses frais ! Cette mesure est un scandale et détruit des années de lutte menées par les associations pour le handicap ! Les PMR n'ont-elles pas le droit au logement ? N'ont-elles pas le droit d'aller rendre visite à leur famille ? Et bien pour le gouvernement la réponse est non !

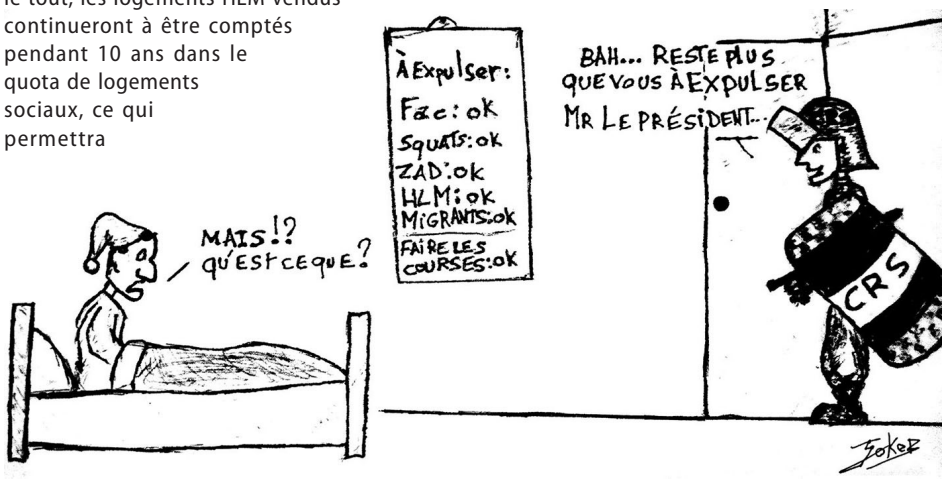
DES EXPULSIONS ENCORE ET ENCORE

A croire que l'État est devenu accro aux expulsions ! Sans parler des squats, la loi ELAN prévoit avec l'article 57 bis l'expulsion des habitants de quartiers informels et la destruction de leurs habitations, sur arrêté du Préfet, sans jugement, dans un délai d'un mois, en Guyane et à Mayotte. Sans oublier que l'hébergement ou le relogement, prévu dans le texte et pourtant tant vanté par notre ministre Mézard, peut en réalité se résumer à un hébergement d'une nuit dans un gymnase. De plus l'article 40 va permettre de diviser par deux le temps d'expulsion pour les occupants de logements sociaux ou encore d'expulser des familles entières si un seul de ces membres commettait l'impardonnable péché de consommer des stupéfiants ! Car il est bien connu que ces derniers sont considérés comme « nuisant à la tranquillité publique » bien plus que nos chers dirigeants !

ET C'EST PAS FINI…

Rétablissement de pénalités arbitraires en cas de retard de loyer, rétablissement des amendes pour non-respect du contrat de location...La loi ELAN est la première loi sur le logement qui n'évoque pas une seule fois le logement comme un droit ! Ce détail peut paraître anodin mais semble très représentatif de la politique menée par le gouvernement, une politique déshumanisée au détriment des pauvre et au profit des riches ! Le logement est En Marche, en marche arrière !

Alex ■



ALLO POLIS ?

La politique, c'est quoi ? A l'origine, le mot a été inventé par nos chers amis grecs (comme tant d'autres. En même temps, notre monde européen est construit sur des concepts qu'ils ont en grande partie inventés, alors on va arrêter de s'étonner.) Étymologiquement, on peut traduire ce concept comme la "science des affaires de la cité". En soi, il s'agit de l'activité du citoyen au sein de la cité. Mais sous quelle forme ? Et bien, pas celle que nous connaissons aujourd'hui (faut pas rêver).

De nos jours, la politique, c'est ce truc chiant, qui ne nous concerne pas, qu'on délègue à d'autres, dont on ne connaît pas grande chose. De nos jours, choisir un bord politique et donner son opinion sur ce sujet, c'est faire obstacle à l'apologie de la neutralité qui sévit chez nous (pour approfondir le sujet, je vous envoie à lire l'article suivant).

Mais à l'origine, tous les citoyens ont une activité politique*. Car la politique, d'après le concept auquel ils ont appliqué ce mot, est ce qui unit les autres, en dehors du cadre familial, et celui, économique, du gars qui va acheter son pain à huit heures du mat' avec la tête dans le cul. Par exemple, se plaindre à sa concierge qu'il n'y a pas de poubelles de tri dans son immeuble, c'est un acte politique. Etre politique, c'est "agir pour le Bien Commun" de la cité, ou à d'autres échelles. Quand on regarde notre société actuelle, il faut vraiment avoir un optimisme infaillible (ou une naïveté incroyable) pour croire que nos amis politiciens agissent toujours pour notre bien, à nous le peuple. Que ce que la politique représentait à cette époque a bien évolué, et qu'elle est même morte il y a bien longtemps..

Quand on s'intéresse un peu à la philosophie politique, on tombe rapidement sur l'idée que la politique est un "besoin". L'Humain aurait besoin d'exercer sa capacité d'échange par la parole, en dehors de sa famille et de sa boulangerie quotidienne. Parler (que ce soit avec notre langue ou nos mains), c'est humain, c'est ancien, c'est naturel, c'est nécessaire. Chez les Grecs, celui qui changeait le monde était celui qui parlait le mieux. L'influence grandissait main dans la main avec le vocabulaire, l'éloquence ; en soi, la manifestation de la sagesse humaine, selon eux. Evidemment, il faut garder à l'esprit que, même si la parole permet au citoyen de se faire entendre et de voir ses idées mises en valeur et parfois appliquées, elle lui permet également d'utiliser un grand et vieux outil politique qu'on pourrait résumer par "la manipulation des foules". Parler avec des mots puissants et simples, qui choquent les esprits, ça aide à se faire entendre. Et c'est notamment pour cela que des gens comme Hitler, et autres politiciens lambda se font élire.

Il est vrai que nous devrions nous souvenir de quelques principes que les grecs ont inventé en même temps que la Politique. Néanmoins il ne faut pas perdre à l'esprit que leur système est à perfectionner sans arrêt, et qu'il ne faut pas s'en servir à définir ce qu'est un bon politicien (si cette étrangeté existe, bien sûr). Permettez-moi donc de poser cette question : quel est le plus digne d'être politique ? Cet homme dont personne ne connaît le nom, qui ne parle peut-être même pas la même langue que nous, et qui va partager son repas avec les sans-abris ? Ou bien ce guignol politique qui ne fait que brasser de l'air mais que tout le monde approuve grâce à sa rhétorique et son vocabulaire alambiqué, en nous promettant un monde meilleur, tout en s'appropriant nos droits, nos biens, nos espoirs et nos rêves ?

Crépuscule ■

** Il me semblait important ici de noter que la politique grecque n'était pas un modèle pour autant. Les "citoyens", en effet, ne représentaient qu'une partie infime des habitants de la cité. Les femmes n'avaient bien sûr pas leur mot à dire. Les jeunes de moins de trente ans n'étaient pas assez "mûrs" pour qu'on leur confie une quelconque activité politique. Ne parlons même pas des métèques, qui payent leurs impôts, vivent dans la cité comme les citoyens, la défendent comme eux, mais n'ont aucun droits. Et alors les esclaves...*

APOGÉE DE MON HYPOGÉE

Du fond du sous-sol
Des inerties flottantes
Grattent le son de leurs échos
Dans le creux d'une porte

Des échos déséquilibrés,
des échos désuets des échos, échos collé l'écho,
L'écho cogne, crache
L'écho colère,
Crache tache les côtés du sous-sol
Tache grasse la mélasse sur les carreaux du sous-sol
Lasse, je suis lasse
Passe
Prend place
S'efface

Les torchons enfin s'agitent
Glissent,
Rampent,
A l'envers des carreaux du sous-sol
Gorgés de la bile du monde

Dans le creux de la porte
L'ombre raconte aux échos
L'histoire des démons orphelins

Dans le creux de la porte
Sur la peau grasse d'une encre indélébile
Le souvenir du gant cotonneux d'une mère

Dans le tréfonds de la cervelle,
Une caresse souffle dans la cavité des oreilles, souffre souffle, flou le souffle un souffle frais entre mes orteils, souffle vif froid, rapide, plus vite, fanatique effluve flegmatique frais qui pique, le souffle sournois entre les fissures qui s'agite, souffre passionné du sous-sol, souffle qui embrasse la lumière entre les rainures,

Zéphyr glaive de mes désirs.

Maître Hébéter ■

FIÈVRE ONIRIQUE

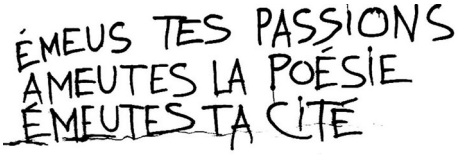
Repeins d'utopie ce monde pauvre en couleur
Avec ton pinceau aux fibres de liberté
Et l'encre au goût du rêveur.
Repeins-le, donne-lui vie et humanité !

Cette page blanchie par les fientes
De ces rapaces, de ces oiseaux de malheur,
Jadis source d'inspiration si éblouissante…
Aujourd'hui si puante qu'elle en soulève les cœurs

Bouche-toi le nez, camarade !
Aie l'audace de t'arracher les cheveux
Pour fabriquer ton pinceau de libre malade !

Aie l'audace d'ouvrir ta peau de gueux
Pour récolter ton encre de rêve et de bonheur !
Repeins d'utopie ce monde pauvre en couleurs

Signé Aube



Le lieu où l'on expérimente les mots et la pensée

Gueulards, gueulardes, une nouvelle rubrique est sortie d'esprits relativement bancales. Vous êtes en ce moment même dans ses premiers instants de vie, ses premières divisions cellulaires. Celle-ci regrouepra des textes d'expérimentations diverses, de jeux avec les mots, la pensée, les concepts. Regorgeant d'humour, de torsion de l'esprit en tout genre, elle a vocation à tenter de réfléchir sur les formes du discours, les formes littéraires, de jouer avec le langage, en révélant un certain état d'esprit de notre époque. Il est important, à notre avis, de ne pas se cloisonner à de l'information, de pouvoir explorer des voies de réflexion autres, bref de construire un espace ludique et réflexif.

Bienvenue entre les pages du Petit Labo Littéraire !

EXPÉRIMENTATION N°1 : Comment penser la non-pensée ?

PROTOCOLE *: Lire à haute voix d'un ton mi-condescendant, mi-ironique. Devant un miroi ou un ami.*

Ce matin, j'ai bouffé des livres. Je cahotais et traînais mes chaos dans les allées des bibliothèques, furtivement, sans mot dire, bruit faire, ou museau montrer. Et je piquais dans les livres. Des livres au hasard, hasard ciblé ; et piquais au dedans des bribes de pensées, des paragraphes, des chapitres, un mot. Avec cette méthode, on apprend vite, et beaucoup. Faut juste faire gaffe aux raccourcis entre les fragments. Avant d'en parler, lire le tout. Que les idées ne deviennent pas populistes, que leurs mots ne soient pas détournés de leur véritable signification. Qu'une phrase célèbre d'un écrivain d'un certain bord politique ne devienne pas le fer de lance d'une organisation politique relativement différente. De l'importance de savoir qui et ce que l'on cite.

Du coup j'ai bouffé des livres un peu au hasard, en me lançant le défi d'en faire un court cours.

Vous êtes prévenus, nous allons tenter de mettre du Otto Dix, Du Stig Dagerman, des notions politiques centrées libertaires et anarchistes et du Boris Vian dans un saladier, bien remuer, et voir ce qu'il en sort. Que l'expérience commence.

« Et on tuera tous les affreux » : Vous êtes-vous déjà fait masturber par chocs électriques ?

Notre héros romanesque, lui, au bout du deuxième chapitre, oui. Et je ne suis pas encore allé plus loin que le deuxième chapitre. Mais il faut savoir, qu'avec ce que l'on a, cette technique érotique masturbatoire était hors de tout consentement possible de la part du personnage. Il ne veut pas.

A la fin du premier chapitre, il est emmené de force, après évanouissement. Il se réveillera nu, dans une chambre, avec une femme nue entrant et ne voulant que lui, refus, d'où la machine électrique.

- Gros résumé -

Il est beau de voir que la femme est objectifiée comme instrument à plaisir, pour le compte de deux scientifiques. A priori. Loin de moi l'idée de penser que Vian puisse être en accord avec ces pensées-là, le débat n'est pas là, et il n'y a pas de débat.

Bref, **non volonté d'un individu face à un système l'abusant, instrumentalisation de l'individu, oppresseurs par pouvoir physique** (matraque) et **psychologique** (nudité). C'est à peu près le schéma du chapitre. Et c'est fou, cela me rappelle quelque chose. En fait deux choses : **le schéma de notre société**, ou plutôt caricature ; et **la réappropriation d'un fragment d'œuvre pour servir mon discours**, en faisant obliquer les termes de l'écrivain vers les miens : l'outil des politiques de scène. Encore que je le fasse très maladroitement, puisque ce n'est pas mon activité principale.

À ce stade, vous avez sûrement déjà compris que je vais dire des choses pour ne rien dire. **Faire attention à ce qu'on lit, et cite, et à ce que l'on nous dit**.

- Je suis sûr que vous le saviez déjà. -

Puis, j'ai très vite parcouru l'encyclopédie de l'anarchie ; pour m'arrêter un peu sur le courant de pensée des libertaires individuels.

Personne ne doit avoir de mainmise sur un individu. On en voit aujourd'hui les conséquences, à retrancher l'être humain dans son propre ego et monde illusoire, il devient un dividu. Le résidu du divorce de sa volonté propre et de son lien au monde pour n'être plus qu'un des instruments de la société que tant d'entre nous chérissent. Attention, je ne dis pas que la société est néfaste, je dis qu'elle l'est devenue. A quoi bon avoir tué Dieu si c'est pour l'avoir remplacé par l'État, et divorcé de l'Église si c'est pour venir dans le temple de la Société ? Des fois je me dis que l'être humain n'est pas logique.

Refus de la hiérarchie dans sa vie, non préoccupation des autres dans le sens qu'est ne pas imposer son vouloir aux autres. Logique. Cela mène à l'autonomie de la personne. Pensons autonomie de pensée, à notre heure. Se devenir soi.

– On a jeté deux trois trucs, et en plus on ne les maîtrise pas du tout –

Le héros de Vian reste soumis au vouloir Autre. Il n'est lui-même que dans le sens où il se perçoit dans son illusion, non dans son être. Il est sûr d'une chose, chose qu'il devra laisser aux techniciens de la jouissance. Il n'est pas libertaire individuel. Pourtant il entre en résistance passive, en disant mollement qu'il ne veut pas. Il est un peu le fantôme de ce que l'on est aujourd'hui. Car autant, il est difficile d'être libertaire individuel, et tout aussi difficile d'être en accord avec l'organisation humaine actuelle. Nous sommes dans un entre deux où l'on oscille entre le vouloir être libre, et le confort à la petite semaine. Les deux nous terrorisent différemment. Alors nous devenons des résistants mous.

Actuellement, je ne vois que des résistants mous.

« Il faut imaginer Sisyphe heureux. » nous dit Camus. Symbole de l'Homme dans l'absurde, conscient de celui-ci. Condamné à répéter la même tache : pousser en haut d'une colline un rocher la dévalant à toute vitesse par la suite.

Est-ce qu'un résistant mou est un Sisyphe heureux ? Sisyphe est heureux car, dans le Tartare, il n'y a plus de dieux, et qu'il est seul et libre parmi son monde que constituent son rocher et les monts. Plus de dieux, plus de maîtres. Le résistant mou a encore un maître et/ou un dieu, même s'il lui crache allégrement dessus. Il n'est pas heureux comme Sysiphe, mais l'est-il ? Cela dépend de l'individu questionné sûrement.

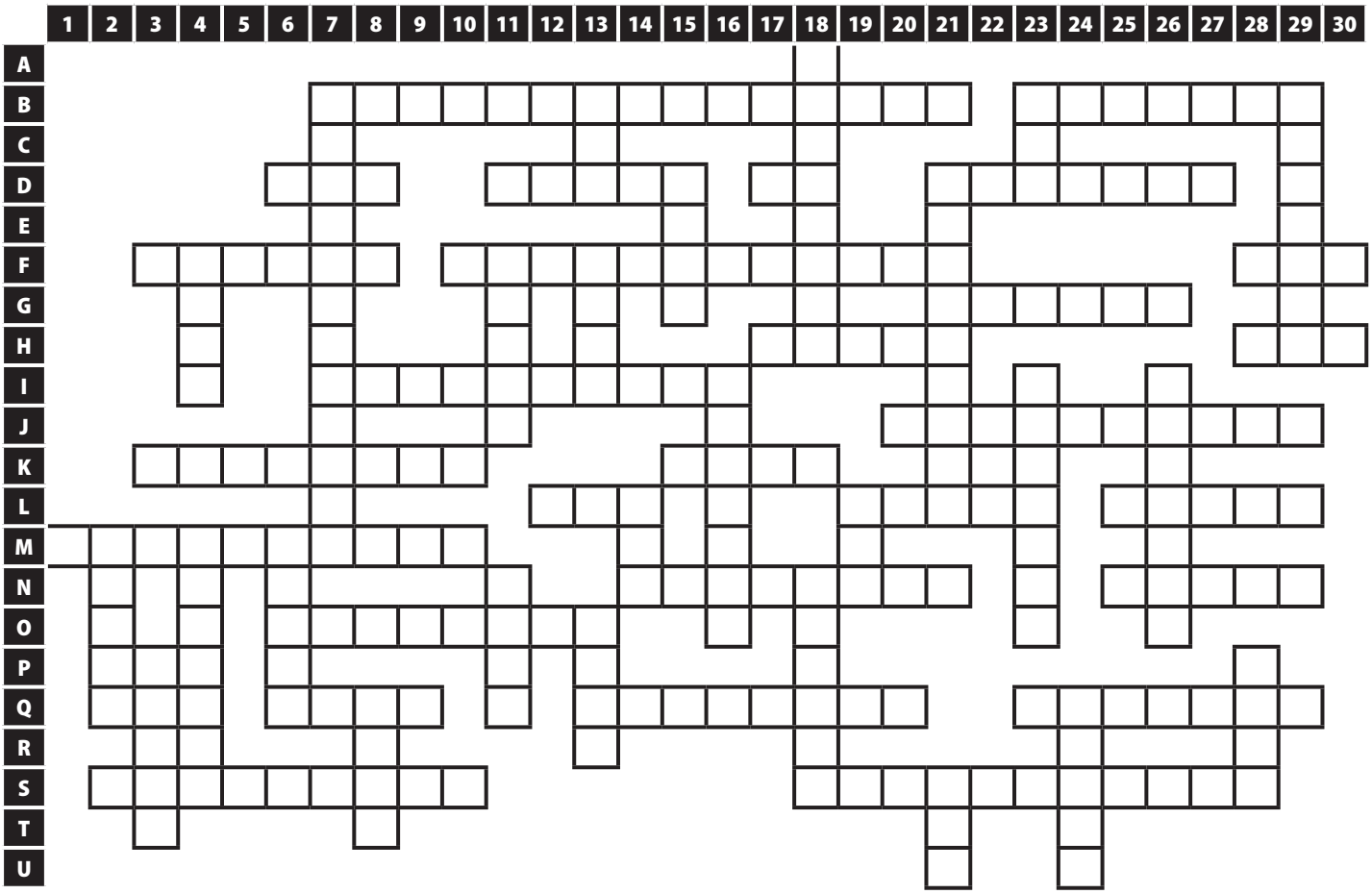
Est-il un Sisyphe ? Il n'est pas dans un monde non hiérarchique, mais il est condamné à une tâche absurde, sous couvert de liberté généreusement laissée. Il est volontairement serviable, mais proteste quand même pour s'essayer à trouver sa liberté. Sisyphe étant un être absurde, il accepte l'absurdité comme mode de vie, et en fait sa force. Le résistant mou n'accepte qu'à moitié, il est dans un entre deux, incapable de prendre une décision. Il se questionne encore. C'est une terre de possible, un terreau en attente. Il est un Sisyphe en puissance, mais ne peut l'être qu'après une décision : Suis-je un instrument ou un être ?

Dans le premier cas il se pliera à l'autorité et l'État. Dans le deuxième, il rejettera toute préoccupation autre que son individualité, et s'essaiera à devenir un *être humain*. Non plus un *faire humain*.

On touche à l'être humain quand on est capable d'avoir la nausée devant un Otto Dix. Ou quand on se pleure de n'être pas encore, après la lecture de « Notre besoin de consolation est impossible à rassasier ». Car n'ignorons pas une chose : L'Art est le meilleur témoin du chemin que l'on fait. Et seul compagnon dans une vie vaine, une lutte vaine, que l'on a acceptée en connaissance de cause.

Pour l'instant, je ne suis qu'un résistant mou dans une bibliothèque.

L'illettré ■



Le Gueuloir c'est un papelard pour se lâcher, pour rêver, rétorquer, critiquer, interpeller et gueuler un bon coup contre les réformes actuelles et contre cette chienne de société ! Il s'agit d'un défouloir, d'un espace pour lâcher-prise, d'une tribune pour les sans voix, et aussi une page vierge pour les artistes. Bien qu'ayant pris pied dans le monde étudiant, le Gueuloir n'est pas sectaire et c'est avec plaisir que nous accueillerons les écrits des gueulard.e.s de tout ages qui se reconnaissent dans le journal et ont envie de s'exprimer.

http://legueuloir.over-blog.com
legueuloir@riseup.net
https://www.facebook.com/legueuloirjournal/
https://www.facebook.com/revoltesstephanois/

HORIZONTAL

B. Étudiants victimes de raids fachos / Il (dé)boute les migrants.
D. La loi qui fait ruer les étudiants/ Ils font mal quand on les reçoit / La plus grande île d'Eu rope / Ils créent de l'emploi chez les vitriers.
F. Guitare en familier / Macron ne l'est pas, c'est même tout le contraire / Oseille.
G. Petit souverain.
H. On le dit quand on est poli / Zone hors norme à reconstruire.
I. Régime soit disant démocratique.
J. "Sport de combat" d'après Bourdieu.
K. Mélange détonnant ! / Maxime l'a perdu à Notre Dame des Landes.
L. Ancienne plate forme d'orientation / Associa tion qui glorifie la politique macronienne / Elle a imposé une plate forme de sélection.
M. "Professionnel du désordre" qu'on trouve dans les facs, d'après Macron.
N. Macron n'en veut pas pour les examens / Dessous on trouve la plage.
O. Ne pas se laisser faire.
P. On y fait des études dites supérieures.
Q. Mme Vidal a dirigé une fac dans cette ville / Philosophe du premier numéro qui n'aime pas l'école / Mythe fondateur de la république.
R. Pronom personnel.
S. Ce que fait un homme politique quand le vent tourne / Révolte.

VERTICAL

2. Art urbain.
3. Coup de feu.
4. Sport des gueulards / Mme détestée par Renaud qui a privatisé les facs au Royaume-Uni.
6. Oppresseur.
7. Système de classement idéologique.
8. Valeur qu'on attribue aux lycées.
11. Auteur gueulard au succès relatif / Soustraire.
13. Loi qui a réformé l'université en 2005 / Anti-Fasee du premier numéro.
14. Les lycéens le passent en juin.
15. Avec culotte il portait un pantalon.
16. Avec elle on prend la clé des champs.
18. Sauvagerie attribuée aux envahisseurs / Terme de la Fasee pour qualifier les étudiants victimes des blocages.
19. Quand on le perd on ne le suit plus.
21. Serait une bande de "privilégiés" / il est social et sélectif / Imposée par l'État.
23. Sorte de Robocop / G. Moustaki a chanté la sienne.
24. Ce qui a bloqué le pays en 68.
26. Un service public bien malade.
28. Ordre politique fondé sur l'autorité.
29. Il aime les jeunes bien frappés pour l'apéro.

ÉNIGME : *Mon premier donne une direction ; On demande d'assurer mon deuxième ; Mon tout enseigne un catéchisme néolibéral à l'université. Qui suis-je ?*

Réponse : Cap-Avenir

CONTRE LES PARTISANS DE LA NEUTRALITÉ

Triste pays en perte de sens. Dans cette société de l'apparence et du politiquement correct, les partisans de la neutralité axio-politique fleurissent comme des pâquerettes. Désormais tout est censé se valoir ! Dès qu'il y a du trouble, où que ce soit, ces agents de la neutralité, qui se croient investis d'une mission divine, apparaissent pour aplatir tous les débats. Dans leur bouche, les motivations des acteurs, les facteurs psycho-socio, les faits historiques, les récits passés, tous disparaissent sous les coups d'analyses creuses qui ne font qu'aborder les évènements en surface sans s'attaquer aux questions de fond. Les débats s'empêtrent alors dans de fausses oppositions, dans des cadres superficiels, inutiles et dépourvus de sens.

On voit alors partout fleurir des sophismes abominables : les fachos et les anti-fa, les casseurs et les flics, tous sont logés à la même enseigne parce qu'ils sont tous violents ! Et encore, les flics bénéficient-ils souvent de l'immunité car ce sont des « agents de l'ordre » et c'est vrai, quoi de plus terrible dans cette société de la conformité que le désordre ? Remettre le phénomène en contexte, réfléchir à la valeur à accorder à cette société ordonnée qui produit et légitime de plus en plus des violences sociales et physiques, voilà qui les dépassent ! Tout ça ne rentre tout simplement pas dans le débat, parce que c'est « de la politique » et que ces braves agents préfèrent restés loin de ce genre de considération. Pensent-ils vraiment qu'en prônant l'aplatissement, la résignation, la conformité et le retour à l'ordre, ils se gardent de toute prise de position ?

Aujourd'hui, dans ce monde scientiste où l'on vénère l'objectivité et la rationalité, la neutralité règne en maître. C'est à mon sens un grand mal dont nous devrions tous nous méfier et contre lequel les chercheurs de toutes les disciplines scientifiques devraient lutter. Dans ce monde, la moindre critique, la moindre subversion, apparaît désormais comme un acte politique, alors qu'en vis-à-vis les actes politiques apparaissent comme des actes subjectifs et sans valeur. Pourtant, agir ne signifie pas que l'on fait moins preuve d'objectivité que les autres. Cela fait de nombreuses années que nous savons que l'objectivité est un mythe, la neutralité n'est jamais possible, ni en science, ni partout ailleurs. Par conséquent, quoi que nous fassions nous nous positionnons forcément quelque part. Ne rien faire, c'est déjà faire quelque chose, tout comme le fait de prôner le retour au calme dans une société agitée par de nombreux problèmes est déjà une prise de position. La politique est partout dans le monde social, qu'on le veuille ou non, car comme le disait déjà Platon en son temps, la politique c'est avant tout la vie de la cité, ne pas faire de politique revient donc à évoluer dans un monde mort et complètement atomisé.

La neutralité comme valeur est dangereuse, parce qu'elle dénigre toutes les formes d'action au profit d'une apologie du passif. Or, toute analyse de fond est forcément une analyse active, elle entraîne toujours une prise de position. Le danger est donc que ces analyses de fond disparaissent purement et simplement du domaine public, sous les coups répétés de cette nouvelle vague du politiquement correct. Soyons vigilants. Cela peut sembler futile, mais l'enjeu est tout de même important.

En effet, dans ce monde où les inégalités sociales, les conflits et les discriminations en tout genre sont de plus en plus nombreux, il semble essentiel de pouvoir réfléchir et discuter de ces problèmes tous ensemble. Or, c'est la discussion elle-même qui à présent se retrouve remise en question. Aujourd'hui, au lieu de chercher à comprendre le point de vue de l'autre en discutant des arguments que celui-ci apporte, on préfère s'écouter parler ou lui faire des procès d'intention. Lorsqu'on exprime une quelconque position, celle-ci est systématiquement remise en question, comme si c'était forcément mal, surtout lorsque celle-ci n'est pas dans la norme !

Comme si la norme avait toujours raison ! Mais prendre position est tout à fait naturel, cela signifie que l'on est engagé dans le sujet de discussion, sans cela il ne sert à rien de discuter ! Et si cette position n'est pas dans la norme, et bien sans être forcément juste, ça montre au moins que la personne a un minimum réfléchi, ce qui n'est pas certain pour les personnes qui s'inscrivent dans la pensée normée. Il est en effet, plus facile de recracher ce que tout le monde dit être la vérité, plutôt que d'analyser celle-ci en la comparant

avec d'autres vérités, afin de pouvoir finalement se forger sa propre idées sur ce qui est. Avoir une position, ne signifie pas que l'on est intransigeant, notre position n'est pas immuable, elle peut être transformée. La position est seulement la base sur laquelle se développe notre argumentaire.

Mais il semblerait que ce temps-là soit aujourd'hui révolu. Aujourd'hui c'est l'intransigeance, la stupidité et la fermeture d'esprit qui dominent de plus en plus. Beaucoup de gens s'accrochent à leurs certitudes et leurs croyances bien normées, bien conformes, bien rassurantes, à leurs mythes et leurs clichés, au lieu d'essayer de discuter, de réfléchir et d'analyser. Désormais, grâce à internet et aux réseaux sociaux on se retrouve avec une prolifération d'imbéciles qui pensent tous détenir la seule vérité. La véritable sagesse devrait consister à reconnaître qu'on n'a pas toutes les réponses et que celles-ci ne peuvent émerger qu'à travers la discussion, la vraie discussion ! C'est-à-dire par des dialogues et non pas des juxtapositions de monologues. Après ça, il ne faut pas s'étonner qu'il y ait des guerres, si de pareils idiots tiennent les rênes du pouvoir des deux côtés !

Heureusement qu'il existe encore des endroits où la discussion reste possible, comme ce journal par exemple, qui a su garder l'esprit qui l'a fait naître. Je bois à la santé de mes compagnons d'écriture, en ne souhaitant qu'une chose que ça dure !

Lili ■

LE SYSTÈME EST MORTIFÈRE

Le dérèglement climatique est catastrophique. Mais il n'y a pas que le climat qui ne va pas, notre existence même est menacée. C'est le système d'exploitation qu'il s'agit de remettre en question ! Pollutions chimiques, génétiques, nucléaires, électromagnétiques, le désastre est déjà là ! Le monde marchand détruit la planète. L'intoxication est biologique et mentale, les nuisibles sont au pouvoir, les décideurs sont des casseurs de vies.

Pour les profits personnels de quelques hyper-riches, les gens de pouvoir empoisonnent la société et saccagent les équilibres fragiles de la vie. Il ne s'agit pas de croissance ni de décroissance du capital, mais du capitalisme qui est par essence dévastateur.

La nature est notre propre nature, nous ne voulons pas d'un monde qui pourrit nos vies. Il ne s'agit plus de survivre mais de vivre.

Dans un monde sans marchands, prendre nos vies en main devient possible par une auto-organisation égalitaire, une révolution écologique et sociale.

Résistance verte